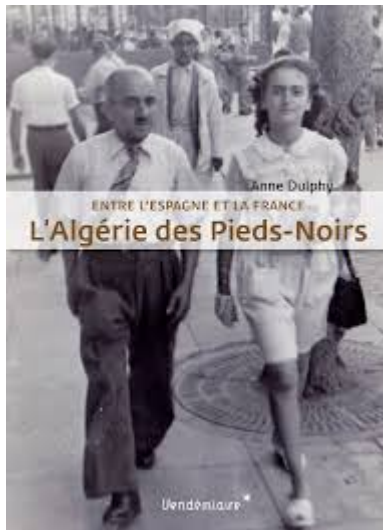


**Anne Dulphy, *L'Algérie des Pieds-Noirs*, Paris, Vendémiaire, 2014, 477 p. (avec notes, cartes, compléments biographiques et associatifs, table des sigles, sources et bibliographie).**

**Guy Pervillé**



Disons-le tout de suite, ce livre est un livre important, et un vrai livre d'histoire. Son auteur est une historienne de métier, dont les recherches portent sur les interactions entre questions internationales, politique et société, et c'est bien dans cette perspective qu'il se situe. Mais son titre – à peine corrigé par le sous-titre *Entre l'Espagne et la France* – ainsi que la couverture et la quatrième de couverture en donnent une idée inexacte, en faisant croire qu'il s'agit essentiellement d'une histoire centrée sur l'apport très important des immigrés espagnols au creuset démographique et culturel qui a produit, en cent trente-deux ans, ce que l'on appelle aujourd'hui en France la communauté « pied-noire ».

Or, il suffit de consulter la table des matières pour constater qu'il ne s'agit pas de cela, mais de la relation

triangulaire très complexe qui s'est établie entre l'Espagne, la France et les Espagnols et les Franco-espagnols d'Algérie entre les années 1930 et les années 1960, à travers des événements aussi graves que la guerre civile d'Espagne (1936-1939), la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) et la guerre d'Algérie (1954-1962). Comme l'écrit l'auteure dans sa conclusion (p. 376) : « On l'aura constaté, divers types d'histoire ont été convoqués dans cette étude : internationale, coloniale, sociale, des migrations, de l'État et des pratiques administratives, politiques, des idées, des transferts culturels... Ces fils historiographiques ont été tissés sur une trame chronologique, compte tenu de la longueur de la séquence retenue, et inscrits dans un jeu d'échelles entre l'international, le national et la local. » Pour dire l'essentiel en quelques mots, il s'agit d'un très bon exemple d'histoire des relations internationales.

En effet, le premier siècle de l'immigration espagnole en Algérie est synthétisé dans les premières pages, mais aucun chapitre spécifique ne lui est consacré dans l'ouvrage. Celui-ci est divisé en six grands chapitres, aux titres très explicites, qui suivent l'ordre chronologique : « L'ombre portée de la guerre d'Espagne » ; « Dans les camps de la République et de Vichy » ; « L'Espagne, "puissance africaine" » ; « D'une guerre à l'autre » ; « La défense de l'Algérie française et l'Espagne franquiste » ; « Une nouvelle Algérie en terre d'Espagne ? ».

Nous voyons donc l'auteure analyser, avec toute la précision que lui permettent les archives françaises, d'abord les conséquences de la guerre civile espagnole sur

l'Algérie, inspirant aux autorités françaises la crainte d'une polarisation excessive des résidents espagnols et des Français d'origine espagnole entre les deux camps opposés. Puis le traitement de plus en plus sévère des réfugiés républicains espagnols par les gouvernements de la III<sup>e</sup> République, malgré leur entrée en guerre contre l'Allemagne nazie, et plus encore par le régime de Vichy, qui souhaitait s'attirer l'indulgence du vainqueur et de ses alliés aux dépens de ces réfugiés devenus indésirables, mais qui se heurtait à la volonté franquiste de profiter de la défaite française pour récupérer tout le Maroc et l'Oranie. Puis le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 obligea le gouvernement espagnol à une prudente neutralité, à laquelle le Comité français de libération nationale (CFLN) répondit lui aussi par une certaine prudence afin d'obtenir la liberté de traverser le territoire espagnol pour les réfugiés de France et pour les volontaires de sa nouvelle armée d'Afrique. Les réfugiés républicains soutenus par leurs sympathisants de gauche espéraient pourtant que la chute de Franco suivrait rapidement celle de Mussolini et de Hitler, mais c'est seulement le 1<sup>er</sup> mars 1946 que la IV<sup>e</sup> République décida de fermer sa frontière, puis qu'elle la rouvrit le 10 février 1948 dans le contexte nouveau de la guerre froide, qui ne permettait plus d'espérer la fin prochaine du régime franquiste.

Les relations déjà complexes entre l'Espagne franquiste et la France républicaine connurent de nouveaux rebondissements à l'occasion de la guerre d'Algérie. Depuis 1953, l'Espagne, qui n'avait pas été associée à la politique française de répression contre le sultan marocain Mohammed Ben Youssef, avait accepté de laisser les nationalistes marocains utiliser la zone espagnole comme une base arrière contre le protectorat français ; à partir de 1954, elle laisse également les nationalistes algériens du FLN utiliser ces mêmes bases pour préparer leur offensive vers l'Oranie. Franco espérait alors que cette politique pro-arabe inciterait les nationalistes du Maghreb à dissocier la présence d'une population d'origine espagnole de la domination coloniale française. Mais après l'indépendance du Maroc (mars 1956), qui obligea l'Espagne à restituer sa zone au sultan restauré, sa politique changea car l'Armée de libération marocaine entreprit de la chasser de l'enclave d'Ifni et du Rio de Oro. Elle se rapprocha de la France à partir de février 1957 et lança une opération combinée avec l'armée française pour chasser l'Armée de libération marocaine (ALM) du Sahara (opération « Écouvillon », février 1958). Puis le général Franco accueillit très favorablement le retour au pouvoir du général de Gaulle, et soutint la cause de la France à l'ONU beaucoup plus fermement que les États-Unis.

Mais la politique d'autodétermination annoncée par le président de la V<sup>e</sup> République le 16 septembre 1959 et sa contestation lors de l'émeute du 24 janvier 1960 à Alger divisèrent les dirigeants franquistes. Une minorité, animée par le gendre du général Franco Serrano Suner, accueillit le général Salan et les inculpés en fuite du procès des barricades (Ortiz, Lagailarde et leurs amis) et s'identifia à leur cause. C'est à Madrid que Pierre Lagailarde créa, en février 1961, une nouvelle organisation appelée Organisation armée secrète (OAS), et c'est de là que le général Salan rejoignit les trois autres généraux qui tentèrent le « putsch » anti-gaulliste du 22 avril 1961. Mais ceux des dirigeants de l'OAS qui crurent pouvoir trouver à Madrid la même assistance que celle reçue par le Front de libération nationale (FLN) à Tunis commirent une lourde erreur : le général Franco préféra s'entendre avec le général de Gaulle en arrêtant et en assignant à résidence les militants de l'Algérie française en octobre 1961.

Quand l'OAS d'Algérie dut cesser le combat en juin 1962, quelques milliers de membres et de sympathisants de l'OAS – d'origine espagnole ou non – préférèrent

l'Espagne à la France comme terre d'exil, et ils y furent bien accueillis. Alicante, ville jumelée à Oran, en compta jusqu'à 6 000 en 1970. Mais le gouvernement espagnol s'entendit avec le gouvernement français pour empêcher la poursuite des activités de l'OAS, et pour faciliter le retour et la réintégration des émigrés en France.

Cette histoire très complexe est retracée par Anne Dulphy avec clarté et avec autant de précision que le permettent ses sources. Il n'était certes pas facile de trouver pour la couverture une image qui puisse la résumer à elle toute seule. Personnellement, j'aurais pensé à un montage utilisant deux photos représentant le général Franco recevant le maréchal Pétain, nouvel ambassadeur de France, en mars 1939, puis s'entretenant avec le général de Gaulle, qui lui rendit visite peu avant sa mort en juin 1970. Mais l'important est de retenir que ce livre consacré à la place de l'Algérie dans les relations franco-espagnoles des années 1930 aux années 1960 mérite assurément d'être lu et médité.